

La colonisation d'une vaste étendue de pays comme le Canada exigeait une puissante envergure, un courage inébranlable, une grande prévoyance, une compétence exceptionnelle, un jugement sûr et une attitude absolument dégagée de toute considération d'ordre politique, de toute ambition de parti. Puis-je dire que nous voulons voir peupler ce pays par des gens de sang anglais, nos frères de race? J'espère que l'honorable ministre ne trouvera pas que je manque de bienveillance. Je prie mes honorables collègues instamment de lire cet article de M. J. Obed Smith dans l'*English Review* du mois de février dernier. C'est un Anglais, un vrai. Monsieur le président, je voudrais voir entreprendre par ce ministère, qui n'est ni pire ni meilleur que d'autres, la réalisation d'un programme d'immigration plus vigoureux, plus éclairé, plus en conformité de la situation dans le domaine économique, et nullement entaché des préoccupations de parti. La politique n'a rien à voir à cette question. En ma qualité d'humble citoyen de cet Empire, où le soleil brille toujours quelque part, j'affirme qu'il y va de la vie et de la mort de l'empire britannique. L'heure de notre empire a sonné si nous ne procédons pas à une nouvelle distribution de notre population. Je prierais le ministre et le sous-ministre de lire aussi le manuel de M. le major Belcher "Migration within the Empire". Au dire du major Belcher si notre empire ne voit à effectuer une nouvelle distribution de sa population il aura fatalement le même sort que nombre d'autres puissants empires aujourd'hui disparus. Je voudrais voir le ministre proposer un crédit de cinq millions de dollars pour les fins d'immigration, au lieu des deux millions qu'on y alloue depuis vingt cinq ans; puis dix millions l'année suivante, et quinze l'année d'après, et vingt. Le manuel du major Belcher cite les crédits votés et le nombre des immigrants établis en diverses parties de l'empire. On y voit que nos crédits ont monté graduellement de \$1,300,000 à \$1,500,000, \$1,800,000; puis \$2,000,000 l'an dernier et pas beaucoup plus cette année. Au cours du dernier exercice le Gouvernement canadien a déboursé pour des fins administratives 400 millions de dollars, et seulement 2 millions sur ce total ont été consacrés à l'immigration. J'avais l'intention de porter la parole lors du débat du mois passé; mais le ministre a eu l'obligeance de permettre aujourd'hui ces quelques observations de la part d'un homme qui veut voir grandir notre empire. Presque tous nos ancêtres sont venus des îles britanniques.

[M. Church.]

L'hon. M. ROBB: J'aime l'enthousiasme de l'honorable député de Toronto-Nord (M. Church). Je dois dire en conscience que le Canada y gagnerait si tous les membres du Parlement,—peu importe leurs critiques sévères et fréquentes du ministère,—ne laissaient jamais passer l'occasion de dire un mot à l'éloge de leur pays et de faire remarquer, comme l'a dit mon honorable ami de Toronto-Nord, que le Canada offre d'excellentes perspectives à ceux qui ne craignent pas le travail, des perspectives égales à celles qu'ils pourront trouver dans les autres dominions.

L'honorable représentant a cité certains chiffres relatifs à l'émigration de gens des Îles-Britanniques vers plusieurs des dominions d'outre-mer et a exprimé le regret que le nombre des émigrants allant en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Sud-Africain dépasse de beaucoup le nombre de ceux qui viennent au Canada. Qu'on me permette de faire remarquer que la situation n'est pas tout à fait la même. Par exemple, lorsqu'une famille émigre en Australie les deux tiers de son passage sont payés, moitié par le gouvernement du Royaume-Uni, moitié par le gouvernement australien; ces gouvernements payent en entier le passage des domestiques émigrants. Il n'en est pas ainsi au Canada.

M. GARLAND (Bow-River): Que fait-on ici?

L'hon. M. ROBB: Nous avançons des fonds sous forme de prêts; nous sommes remboursés dans la suite.

M. GARLAND (Bow-River): N'est-il pas vrai que le gouvernement d'Angleterre, sous le régime de la loi dite *British Empire Settlement Act*, avançait les frais de passage de tous les émigrants au Canada?

L'hon. M. ROBB: Non.

M. GARLAND (Bow-River): Quel était l'arrangement?

L'hon. M. ROBB: En vertu de la loi de colonisation de l'empire, le gouvernement impérial a avancé £300 pour chacune des 3,000 familles à établir, mais nous faisons un prêt aux domestiques et le gouvernement impérial aussi. Pour le voyage en Australie, le gouvernement paie les deux tiers du billet pour les gens mariés et le billet entier pour les domestiques.

J'ai entre les mains le rapport du comité de colonisation outre-mer du gouvernement britannique, daté du mois d'avril 1924. Or, voyons quels sont les dominions britanniques qui reçoivent beaucoup plus d'immigrants que le Canada. Je concède qu'on a l'air de faire plus de réclame dans la presse anglaise pour les au-